



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

CEP/AC.10/2000/4  
22 juin 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Réunion préparatoire sur la surveillance de l'environnement  
(13 et 14 juillet 2000)  
(Point 4 de l'ordre du jour provisoire)

**L'ENVIRONNEMENT DE L'EUROPE : TROISIÈME ÉVALUATION,  
LE RAPPORT DE KIEV.**

**ÉLABORATION DE LA TABLE DES MATIÈRES**

Document de travail établi par l'Agence européenne pour l'environnement

**Introduction**

1. À la Conférence ministérielle d'Aarhus, les ministres ont demandé à l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) d'établir, avant leur prochaine conférence, prévue à Kiev en 2002, un nouveau rapport sur l'état de l'environnement en Europe. Dans la déclaration d'Aarhus, il est stipulé ce qui suit :

"Nous demandons à l'AEE de mettre régulièrement à jour cette information [la deuxième évaluation], en collaboration avec les réseaux nationaux et internationaux existants, et de présenter les résultats obtenus sur la base d'indicateurs à nos futures conférences ministérielles afin d'étayer les décisions à prendre." (ECE/CEP/41, annexe II, par. 63)

2. Au cours des débats, plusieurs ministres ont mentionné la nécessité d'inclure des analyses prospectives ("perspectives d'évolution de la qualité de l'environnement") dans les futurs rapports.

3. En utilisant le mot "indicateurs", les ministres envisageaient manifestement un rapport qui serait plus court, plus concis et plus pratique que les rapports précédents établis par l'AEE pour le processus "Un environnement pour l'Europe" (*L'environnement de l'Europe, L'évaluation de Dobris*, 675 pages et *L'environnement de l'Europe, Deuxième évaluation*, 293 pages). Compte tenu de la variété des sujets à traiter et de la diversité des pays européens, il faut cependant prévoir un rapport compris entre 150 et 200 pages.

4. Le présent document indique les premières idées concernant l'élaboration du rapport et la teneur de cette mise à jour de 150 à 200 pages sur l'évolution de la qualité de l'environnement en Europe.

### **Vers une table des matières**

5. Étant donné que les rapports sur l'environnement de l'Europe sont publiés régulièrement, une certaine continuité dans leur teneur est souhaitable. Il est donc raisonnable de prendre pour point de départ les chapitres des premiers rapports et d'y ajouter les sujets sur lesquels les pouvoirs publics se sont davantage penchés ces dernières années, des questions d'actualité ou encore des questions qu'il faut achever d'étudier compte tenu de la couverture géographique prévue du rapport.

6. Le rapport de Dobris et la deuxième évaluation reposaient sur la même liste de questions de premier plan concernant l'environnement de l'Europe :

- Changements climatiques;
- Appauvrissement de la couche d'ozone stratosphérique;
- Acidification;
- Ozone troposphérique;
- Produits chimiques;
- Déchets;
- Diversité biologique, y compris la dégradation des forêts;
- Eaux intérieures;
- Milieux marin et côtier;
- Dégradation des sols;
- Environnement urbain;
- Risques technologiques et naturels.

7. En outre, les deux rapports faisaient une place aux évolutions observées dans un certain nombre d'activités humaines qui étaient examinées dans des chapitres distincts ou en même temps que d'autres questions :

- Énergie;
- Industrie;

- Transport;
- Agriculture;
- Sylviculture;
- Pêche et aquaculture;
- Tourisme et loisirs;
- Ménages.

8. Même si ce cadre paraît encore assez complet, d'autres chapitres pourraient être ajoutés. Ils concerneraient par exemple :

- Les courants de ressources/flux de matières et l'environnement (voir "Action 21", chap. 4 : modification des modes de consommation);
- L'aménagement du territoire et l'environnement (voir "Action 21", chap. 10 : conception intégrée de la planification et de la gestion des terres);
- La gestion écologiquement rationnelle des biotechnologies (voir "Action 21", chap. 16).

9. Il faut se préoccuper tout particulièrement de l'incidence de la couverture géographique du rapport sur son contenu. Dans les deux précédents rapports, l'Europe était définie comme la région située à l'ouest de l'Oural. Il est proposé que le rapport de Kiev porte sur l'ensemble de la région européenne desservie par la CEE, qui comprend la totalité de la Fédération de Russie et l'Asie centrale.

10. L'élargissement de la couverture géographique qui est ainsi proposé pourrait permettre, par exemple, d'accorder davantage d'attention aux questions liées aux sols et aux terres.

### **Choix des analyses dans les différents chapitres**

11. Si l'on veut que la longueur du rapport reste dans les limites prévues, c'est-à-dire 150 à 200 pages, il n'est pas possible de prévoir dans chaque chapitre une "évaluation intégrée" complète de chaque problème. À la place, il est proposé de choisir pour chaque chapitre quelques analyses particulières ayant un rapport avec la politique générale en se fondant sur des indicateurs. C'est ainsi que dans le chapitre consacré aux changements climatiques, les questions suivantes pourraient être abordées :

- Quelle est l'orientation indiquée par les signes mesurables de changement climatique ? (Il s'agira d'établir une comparaison avec les derniers scénarios élaborés par le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC));
- Les politiques nationales actuelles sont-elles suffisantes pour atteindre les objectifs de Kyoto ? (dans le cas de l'Europe occidentale);

- Quel sera l'effet des mutations économiques sur les émissions de gaz à effet de serre, quelles sont les possibilités en matière de mesures de réduction des émissions, quelles possibilités y a-t-il d'utiliser les mécanismes de Kyoto et quel pourrait être l'effet de ces mécanismes ? (pour l'Europe orientale).

(On trouvera d'autres suggestions à l'annexe II).

### **Approfondissement du contenu**

12. L'AEE élabore un projet détaillé de table des matières pour le rapport. Ce projet donnera notamment un aperçu des analyses prévues dans le rapport et des indicateurs nécessaires pour les préparer. Il sera fondé sur ce qui s'est fait dans le passé et sur les travaux décrits ci-dessus et tiendra compte des premières contributions des principaux intéressés, comme les ministères de l'environnement, la Commission européenne, les ONG et les fournisseurs de données.

13. Une large consultation sur l'avant-projet de table des matières sera organisée avec ces partenaires et elle fera la part belle aux utilisateurs tel que le Comité des politiques de l'environnement de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE). En outre, des consultations auront lieu avec les fournisseurs de données et d'informations dans les pays. Les observations des différentes parties seront dépouillées et une version révisée de la table des matières sera établie et servira de base à la future organisation des travaux.

### **Rôle du futur groupe de travail spécial sur la surveillance de l'environnement du Comité des politiques de l'environnement**

14. Le groupe de travail spécial de la surveillance de l'environnement pourrait apporter une contribution importante à l'élaboration du rapport dans les trois domaines suivants :

a) Le contenu : Le groupe de travail spécial pourrait présenter des suggestions importantes pour l'élaboration de la table des matières du rapport et contribuer ainsi à permettre d'utiliser au mieux les capacités disponibles en Europe;

b) Le rassemblement des données : À partir de la liste des indicateurs et des séries de données nécessaires, il serait utile que le groupe de travail spécial examine quel serait le mécanisme le plus efficace et le plus rationnel pour rassembler les données pour les nouveaux États indépendants (NEI) et les autres pays qui ne sont pas desservis par les réseaux de l'AEE. Une grande partie des données socioéconomiques de base pourront provenir, comme cela a déjà été le cas, des bases de données principales de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de la Division de statistique de l'ONU (UNSTAT), de la Banque mondiale, etc. L'AEE a entrepris de constituer un dépôt de données qui sera un outil pratique pour pouvoir disposer de ces données pour de futures analyses. Toutefois, les données sur l'environnement doivent être obtenues auprès de divers organes dans les pays. C'est pour ces données que le rapport de Kiev aura valeur de test pour le groupe de travail spécial dans l'optique de l'amélioration de la surveillance de l'environnement.

c) L'analyse des difficultés rencontrées au cours du processus d'élaboration du rapport : Différents membres du groupe de travail spécial pourraient être étroitement associés aux travaux des points de contact nationaux qui sont les interlocuteurs de l'AEE. Ils pourraient encourager les organes nationaux à communiquer leurs données et ils pourraient, chaque fois que possible, apporter un concours déterminant pour régler les problèmes de coordination et de communication entre instituts. En suivant de près le processus, le groupe de travail spécial pourrait, collectivement, évaluer les difficultés rencontrées pour établir un lien entre les données de surveillance et l'établissement du rapport et faire des recommandations sur les améliorations à apporter.

Enfin, le groupe de travail spécial pourrait inciter les pays à participer à l'ensemble du processus d'établissement du rapport, notamment à l'examen des versions préliminaires et à la diffusion des résultats dans les pays.

**Annexe I****PLANIFICATION DU PROCESSUS D'ÉLABORATION DU RAPPORT DE KIEV**

Tâches à accomplir	Délai ou date limite
Avant-projet de table des matières	7/00
Consultation avec les parties prenantes	9/00-10/00
Dépouillement des observations et élaboration de la version finale de la table des matières	9/00-11/0
Élaboration d'un projet de principes directeurs pour la collecte des données	10/00-11/00
Constitution d'un dépôt de données pour centraliser le stockage des données	10/00-11/00
Consultation sur les principes directeurs pour la collecte des données et élaboration d'une version modifiée de ces principes	11/00-1/01
Collecte des données : mise en place des flux de données et de la collecte des données dans les pays en vue de leur communication à l'AEE	10/01-4/01
Élaboration de l'analyse et établissement des fiches d'information sur les indicateurs	4/01-8/01
Examen de l'analyse	8/01-10/01
Rédaction du projet de rapport	11/01-01/02
Examen du projet de rapport	1/02-2/02
Établissement de la version finale du rapport	2/02-4/02
Impression du rapport	6/02
Conférence de KIEV	9/02 ?

Note : Moyennant une bonne coordination, il sera probablement possible de combiner une partie du travail de collecte et d'analyse des données avec celui, de même nature, qui sera effectué pour établir le rapport GEO-3 (troisième rapport sur les perspectives mondiales en matière d'environnement) du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui doit également être publié en 2002.

## **Annexe II**

### **SUGGESTIONS CONCERNANT LES ANALYSES QUI DEVRONT FIGURER DANS LE RAPPORT DE KIEV**

#### **I. Questions d'environnement**

##### **A. Changements climatiques**

1. Quelle est l'orientation indiquée par les signes mesurables de changement climatique ? (il s'agira d'établir une comparaison avec les scénarios les plus récents du GIEC).
2. Les politiques nationales actuelles sont-elles suffisantes pour atteindre les objectifs de Kyoto ? (pour l'Europe occidentale).
3. Quel sera l'effet des mutations économiques sur les émissions de gaz à effet de serre, quelles sont les possibilités en matière de mesures de réduction des émissions et quelles possibilités y a-t-il d'utiliser les mécanismes de Kyoto ? (pour l'Europe orientale). Quelles possibilités d'utilisation des puits de carbone les mécanismes souples prévus dans le Protocole de Kyoto offrent-ils en Europe ?
4. Quelles incidences la réalisation des objectifs fixés dans le Protocole de Kyoto aurait-elle sur les émissions d'autres polluants atmosphériques ? (ensemble de l'Europe).

##### **B. Appauvrissement de la couche d'ozone**

5. Les pays d'Europe orientale suivent-ils la même voie que les pays occidentaux en matière de réduction ? Des mesures spéciales sont-elles nécessaires ?

##### **C. Réduction des émissions de polluants atmosphériques (acidification, ozone troposphérique, particules)**

6. Les politiques actuellement suivies par les pays sont-elles suffisantes pour atteindre les objectifs fixés par l'ONU dans la Convention de la CEE sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et les objectifs proposés par l'UE, voire pour aller au-delà. Quel est le coût unitaire des mesures de réduction des émissions dans les différentes parties d'Europe et est-il possible d'améliorer le rapport coût-efficacité grâce à des échanges de droits d'émission pour des gaz autres que les gaz à effet de serre ?

##### **D. Qualité de l'air en milieu urbain**

7. Quelles sont les conséquences d'une mauvaise qualité de l'air en milieu urbain sur la population européenne et quelle est l'évolution dans ce domaine ? À relier aux questions relatives à la circulation, à l'environnement et à la santé soulevées lors de la Conférence de Londres. Quelles sont les mesures prises pour réduire le dépassement des normes de qualité de l'air dans les villes européennes qui ont donné de bons résultats ?

E. Production et gestion des déchets

8. (Europe occidentale) : La production de déchets est-elle en train d'être dissociée de l'activité économique et pour quelles raisons ? Une attention particulière pourra être accordée aux résultats des pays en matière de recyclage (Europe orientale) : quelle est la quantité de déchets produits et que fait-on de ces déchets ? Où en est-on dans la mise en place de plans de gestion des déchets ?

9. Que se passe-t-il avec les déchets dangereux ? Mise à jour fondée sur les meilleures données disponibles concernant la production, l'importation ou l'exportation ou le traitement des déchets, y compris les déchets nucléaires.

F. Dispersion des produits chimiques dangereux

10. "Chimicalisation" des sociétés; évolution de la production et de l'importation de produits chimiques dangereux; analyse de l'évolution des différentes composantes.

11. Quels sont les principaux secteurs critiques en Europe du fait de l'accumulation ou des concentrations élevées de produits chimiques ?

G. Diversité biologique

12. Quel est l'état de certains habitats : zones humides, zones arides, forêts anciennes ? Comment sont-ils protégés ? Quels résultats les politiques de protection ont-elles donné ?

H. Eaux intérieures

13. Quelles sont les tendances observées au niveau régional en matière de stress hydrique ? Le champ de l'évaluation (par exemple, eau disponible en Europe méridionale, eutrophisation/acidification dans les mers/bassins versants de l'Europe septentrionale et centrale, etc.), sera fonction de l'ampleur des problèmes rencontrés dans les bassins versants et leurs causes. Quelles sont les répercussions sur l'eau du développement d'une agriculture de type occidental en Europe orientale ? (étude de cas)

I. Zones marines et côtières

14. Analyse des pressions croissantes qui s'exercent sur la partie terrestre des zones côtières.

J. Dégradation des sols

15. Analyse d'études de cas sur le développement de l'érosion, de la désertification et de la salinisation et les mesures à prendre pour lutter contre ces phénomènes.

16. Où en est-on en ce qui concerne le nettoyage des sites contaminés ? Estimation des coûts qui devront encore être engagés pour le nettoyage.



## K. Environnement urbain

17. Dans quelle mesure le programme "Action 21" et d'autres initiatives ont-ils permis d'améliorer les conditions de vie dans les villes européennes ? Quels sont les domaines dans lesquels de nouvelles mesures sont nécessaires ? (concentration des polluants atmosphériques; bruit; circulation; qualité de l'eau potable; déchets; espaces libres; etc., peut-être faudrait-il ajouter les empreintes écologiques des villes ?)

## L. Risques technologiques

18. Quel a été l'effet des programmes et des mesures de prévention sur les risques technologiques ? Quels sont les principaux problèmes qui subsistent ? (accidents industriels, incidents nucléaires, marées noires et autres accidents de transport).

## II. SECTEURS

### A. Énergie

19. Consommons-nous davantage d'énergie ? Quel type d'énergie ?

20. (Europe occidentale) : Comment a évolué l'efficacité énergétique des consommateurs/secteurs utilisateurs finals de l'énergie et des industries de transformation ? (Europe orientale) : Quelles sont, pays par pays, les possibilités d'adoption de mesures d'économie d'énergie ? Quelles seraient les incidences de l'exécution d'un programme visant à encourager l'efficacité énergétique sur la consommation d'énergie et la part des différents combustibles ?

21. Où en est-on par rapport aux objectifs fixés pour les énergies renouvelables ?

22. Quelle est la part de la production combinée de chaleur et d'électricité dans les divers pays ? Comment évolue la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles ? Que se passerait-il en ce qui concerne la fourniture d'énergie, la qualité de l'air et les objectifs fixés dans le Protocole de Kyoto, si l'énergie nucléaire était progressivement abandonnée d'ici 2020 ou 2030 ? Dans quelle mesure les prix reflètent-ils les coûts totaux, y compris les coûts externes ? Quel est le rôle des subventions et des autres aides de l'État dans l'approvisionnement énergétique et la gestion de l'énergie ? Y a-t-il toujours des contradictions entre les politiques de subvention et les autres politiques ?

### B. Agriculture et pêche

23. Dans quel sens l'agriculture européenne évolue-t-elle ?

24. Comment évoluent les relations entre agriculture et environnement ? Les points à traiter sont les suivants : pollution de l'environnement (éléments nutritifs, pesticides, émissions d'ammoniac et de gaz à effet de serre); utilisation des ressources (utilisation de l'eau) et entretien du paysage. Quels sont - et quels seront - les domaines dans lesquels il risque d'y avoir incompatibilité entre l'évolution de l'agriculture et la protection de l'environnement ?

25. La situation s'est-elle modifiée en ce qui concerne les méthodes de pêche et l'épuisement des stocks de poissons ?

C. Transports

26. La double question de la modernisation des réseaux de transports publics et du développement rapide du transport privé et du transport de marchandises et celle des conséquences que cela entraîne pour l'environnement pourraient revêtir une importance de premier plan. La performance environnementale du secteur des transports s'améliore-t-elle ? Faisons-nous des progrès en ce qui concerne la gestion de la demande de transport et l'amélioration de la répartition entre les différents modes ? La coordination entre l'aménagement de l'espace et la planification des transports s'améliore-t-elle de manière à adapter la demande de transport aux besoins en matière d'accessibilité ? Nous attachons-nous à utiliser au mieux les capacités existantes en matière d'infrastructure des transports et nous orientons-nous vers un système de transport intermodal mieux équilibré ? Allons-nous vers un système de tarification plus juste et plus efficace garantissant le recouvrement des coûts externes ? Les technologies perfectionnées sont-elles appliquées rapidement et les véhicules sont-ils utilisés de manière efficace ? Quel est le degré d'efficacité de l'utilisation d'instruments de gestion et de surveillance de l'environnement pour appuyer l'élaboration des politiques et la prise de décisions ?

D. Industrie

27. Quels sont les effets de la concurrence qui s'exerce entre l'industrie d'Europe orientale et celle d'Europe occidentale du fait que les coûts de main-d'œuvre sont plus faibles dans la première de ces deux régions ? Quels sont les transferts qui sont en train de s'opérer (construction navale, produits chimiques de base, métaux) et quelles incidences ont-ils sur l'environnement ? Existe-t-il d'autres créneaux (plus viables) sur le marché ?

-----